

Numéro : 23NOD0469

Intitulé du projet : Mise en oeuvre et investissements pour la tarification incitative sur la Communauté de
Communes Seullès Terre et Mer

Montant aide maximum : 114 393,90 euros

Décision de financement

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Entre :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26-4 du code de l'environnement

ayant son siège social : **20, avenue du Grésillé - BP 90406 - 49004 ANGERS CEDEX 01**

inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n° **385 290 309**

représentée par **Madame Patricia BLANC**

agissant en qualité de **Directrice générale déléguée**

désignée ci-après par "**l'ADEME**"

d'une part,

Et

CC SEULLES TERRE ET MER, Communauté de communes

10 PL EDMOND PAILLAUD

14480 CREULLY SUR SEULLES

N° SIRET : 20006951600074

Représentant : M. Thierry OZENNE

agissant en qualité de Président

ci-après désigné(e) par « **le Bénéficiaire** »

d'autre part,

Vu les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME adoptées par son Conseil d'administration par délibération n°14-3-7 du 23/10/2014 modifiée (ci-après « les Règles générales ») et disponibles sur le site internet de l'ADEME à l'adresse suivante www.ademe.fr,

Vu la demande d'aide présentée par le Bénéficiaire en date du 08/12/2023,

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ADEME n°14-3-4 du 23 octobre 2014 modifiée relative au système d'aides à la réalisation,

Vu l'avis favorable du Comité de gestion en date du 19/01/2024,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Les termes employés dans les présentes avec une majuscule ont le sens défini aux Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente Décision de financement a pour objet de définir les caractéristiques de l'Opération envisagée et de fixer le montant, ainsi que les conditions d'attribution et d'utilisation de l'Aide accordée au Bénéficiaire par l'ADEME.

ARTICLE 2 – DEFINITION DE L'OPERATION

L'Opération envisagée est la suivante : Mise en oeuvre et investissements pour la tarification incitative sur la Communauté de Communes Seules Terre et Mer

2.1 Description

STM souhaite mettre en œuvre la tarification incitative sur l'ensemble des 14 communes gérées en régie. Parallèlement, Collectéa fait la même démarche sur les 14 autres communes du territoire dont le syndicat a la délégation.

Le but est d'harmoniser les services rendus / le coût du service à l'échelle de STM pour des raisons d'équité entre les usagers.

Le choix des élus s'est porté sur la mise en œuvre d'une TEOMi. La part fixe et la part variable restent à déterminer.

Pour plus de détails, se référer à l'Annexe Technique jointe au présent contrat.

2.2 Objectifs et résultats attendus

L'objectif principal est de réduire le tonnage d'OMr partant à l'enfouissement / incinération de - 10.4 % à l'horizon 2028 pour atteindre 177 kg/ hab.INSEE /an.

Le second objectif est de maîtriser les coûts du SPPGD en réduisant à l'horizon 2025 :

- les coûts de collecte de 16%,
- le coût de traitement de 6% ,
- une réduction globale du coût du service de 7%.

ARTICLE 3 – DUREE CONTRACTUELLE DE L'OPERATION

3.1 La durée contractuelle de l'Opération ainsi envisagée sera de 36 mois à compter de la date de notification de la présente Décision de financement.

3.2 Conformément à l'article 2-1-2-2 des Règles générales, afin de permettre à l'ADEME de suivre le déroulement de l'Opération envisagée, le Bénéficiaire devra remettre à l'ADEME les documents indiqués ci-après.

Un Rapport d'avancement à remettre à la réalisation de 50% des dépenses liées aux investissements contenant :

- Un descriptif sur le déroulement des travaux : noms des fournisseurs, planning de mise en œuvre, difficultés rencontrées, photos... ainsi que tout élément complémentaire que le Bénéficiaire juge intéressant à fournir à l'ADEME,
- Le plan de financement des investissements.

Un Rapport d'avancement à remettre à la réalisation de 50% des dépenses liées à l'accompagnement de projet contenant :

l'avancée de l'ensemble des missions et des livrables obtenus.

Un Rapport d'avancement à remettre à l'issue de la première année de mise en œuvre contenant :

- Les éléments relatifs à la concertation des usagers : calendrier, modalités (réunions restreintes, consultation publique...), qualité des personnes associées, ressources utilisées pour cette concertation,
- Les documents attestant de l'avancement de la réalisation d'un fichier Redevable, en respectant la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et ses obligations relatives au respect des données personnelles. Ils présenteront les informations constitutives du fichier mis en place,
- Les éléments de communication relatifs à la TI, le calendrier du plan de communication, les supports créés et diffusés, les ressources utilisées pour cette communication. Les supports de communication devront comporter le logo de l'ADEME et être validés par l'ADEME régionale.
- Les évolutions de l'organisation de la collectivité pour la gestion du service et des données. La collectivité présentera les pièces justifiant la réorganisation effective (attestation d'embauche...) ainsi que les évolutions du service public d'élimination des déchets consécutives à la mise en œuvre de la TI (réorganisation des collectes...),
- Les documents attestant de l'avancement de la mise à disposition des outils d'identification et de la quantification de la production de déchets (mise en place des bacs, des puces, distribution des sacs...),
- La matrice des coûts de l'ADEME remplie au terme de l'année précédant le début de la mise en œuvre de l'opération (avant communication et équipements spécifiques),
- La (les) décision(s) des instances délibérantes attestant de la mise en place effective de la TI. Cette décision instaure la TI pour l'exercice comptable courant en présentant la grille tarifaire appliquée aux consommations de l'exercice précédent.

Un Rapport final à remettre à la réalisation de l'intégralité des dépenses liées aux investissements contenant :

- Un descriptif sur le déroulement des travaux : noms des fournisseurs, planning de mise en œuvre, difficultés rencontrées, photos... ainsi que tout élément complémentaire que le Bénéficiaire juge intéressant à fournir à l'ADEME,
- Le plan de financement définitif des investissements.

Un Rapport final à remettre à la réalisation de l'intégralité des dépenses liées à l'accompagnement de projet contenant :

les rapports des missions de la prestation et une appréciation globale de l'apport de l'AMO.

Un Rapport final à remettre avant la fin de la durée contractuelle de l'opération contenant :

- Les documents attestant de la réalisation d'une concertation amont : calendrier, modalités (réunions restreintes, consultation publique...), qualité des personnes associées, ressources utilisées pour cette concertation,

- Les documents attestant de la réalisation d'un fichier Redevable, en respectant la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et ses obligations relatives au respect des données personnelles. Ils présenteront les informations constitutives du fichier mis en place,
- Les éléments de communication relatifs à la TI, le calendrier du plan de communication, les supports créés et diffusés, les ressources utilisées pour cette communication et un bilan de son impact. Les supports de communication devront comporter le logo de l'ADEME et être validés par l'ADEME régionale.
- Les évolutions de l'organisation de la collectivité pour la gestion du service et des données. La collectivité présentera les pièces justifiant la réorganisation effective (attestation d'embauche...) ainsi que les évolutions du service public d'élimination des déchets consécutives à la mise en œuvre de la TI (réorganisation des collectes...),
- Les documents attestant la mise à disposition des outils d'identification et de la quantification de la production de déchets (mise en place des bacs, des puces, distribution des sacs...) ainsi que les premiers résultats obtenus sur le tonnage OMr,
- La présentation des différents indicateurs qui permettront le suivi de l'opération d'un point de vue qualitatif et quantitatif, à la fois pendant et après le soutien de l'ADEME, mais également les résultats obtenus, les indicateurs, lors de la réalisation de la facturation à blanc le cas échéant,
- La matrice des coûts remplie et validée sur la dernière année de validité du contrat,
- Les documents attestant de la réalisation d'une facturation à blanc sur son territoire, facturation qui permettra une adaptation de la grille tarifaire en fonction des comportements des usagers du service,
- La (les) décision(s) des instances délibérantes attestant de la mise en place effective de la TI. Cette décision instaure la TI pour l'exercice comptable courant en présentant la grille tarifaire appliquée aux consommations de l'exercice précédent,
- Une attestation indiquant le nombre d'habitants DGF passés à la Tarification Incitative ainsi que la population DGF bénéficiant d'une solution de tri à la source des biodéchets. Cette attestation devra être signée par le représentant légal de la collectivité.

ARTICLE 4 – COUT TOTAL ET DEPENSES ELIGIBLES

Le coût total prévisionnel de l'Opération est de 751 961,50 euros dont la répartition par poste de dépenses figure ci-après. Il est, le cas échéant, détaillé en annexe.

Pour la mise en oeuvre de la tarification incitative :

Le coût des dépenses lié est estimé à 290 808,00 euros.

Pour les investissements liés à la tarification incitative :

Détails des coûts exprimés en HTR (Hors taxes récupérables auprès du Trésor public)	Coût total prévisionnel	Dépenses éligibles à justifier
Équipements / Investissements	329 266,00 €	30 395,00 €
TOTAL	329 266,00 €	30 395,00 €

Pour l'accompagnement de projet :

Détails des coûts exprimés en HTR (Hors taxes récupérables auprès du Trésor public)	Coût total prévisionnel	Dépenses éligibles à justifier
Autres dépenses de fonctionnement	131 887,50 €	51 436,12 €

Détails des coûts exprimés en HTR (Hors taxes récupérables auprès du Trésor public)	Coût total prévisionnel	Dépenses éligibles à justifier
TOTAL	131 887,50 €	51 436,12 €

Seules les dépenses réalisées entre la date de demande d'Aide (08/12/2023) et la date de fin de l'Opération sont éligibles à l'exception des dépenses liées à l'établissement du certificat de contrôle.

Les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME précisent les modifications possibles de la répartition prévisionnelle des dépenses éligibles entre les postes de dépenses.

ARTICLE 5 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE

L'Aide attribuée d'un montant maximum de 114 393,90 euros est calculée comme indiqué ci-après.

Pour la mise en oeuvre de la tarification incitative :

Une Aide maximum de 55 008,00 euros, basée sur un forfait par habitant concerné par la mise en œuvre de la tarification incitative (base DGF) de 12,00 €/habitant appliqué à 4 584 habitants.

Pour les investissements liés à la tarification incitative :

Une Aide prévisionnelle déterminée par application d'un taux d'aide de 60 % sur les dépenses éligibles à justifier, soit un montant maximum de 18 237,00 euros.

Pour l'accompagnement de projet :

Une Aide prévisionnelle déterminée par application d'un taux d'aide de 80 % sur les dépenses éligibles à justifier, soit un montant maximum de 41 148,90 euros.

L'Aide ainsi accordée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de bénéfice direct.

Au regard des informations portées à la connaissance de l'ADEME par le(s) Bénéficiaire(s) à la date de notification, le cumul des aides publiques autorisé par la réglementation applicable (nationale ou communautaire) est respecté. Les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME rappellent les obligations d'information de l'ADEME en cas d'obtention de nouveaux financements.

ARTICLE 6 – MODALITES DE VERSEMENT

Le montant fixé à l'article 5 ci-dessus sera versé au Bénéficiaire par l'ADEME selon les modalités ci-dessous.

N°	Echéance	% du montant de l'aide	Montant maximum du versement	Justificatif(s) à fournir
1	intermédiaire PI aide liée aux investissements	-	9 118,50 €	<ul style="list-style-type: none"> - un état récapitulatif des dépenses certifié sincère par le représentant légal du Bénéficiaire ou son délégataire, attestant de l'exécution de 50 % des dépenses éligibles à justifier - un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - le rapport d'avancement mentionné à l'article 3
2	intermédiaire PI aide liée à l'accompagnement de projet	-	20 574,45 €	<ul style="list-style-type: none"> - un état récapitulatif des dépenses certifié sincère par le représentant légal du Bénéficiaire ou son délégataire, attestant de l'exécution de 50 % des dépenses éligibles à justifier - un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - le rapport d'avancement mentionné à l'article 3
3	solde Solde aide liée aux investissements	-	9 118,50 €	<ul style="list-style-type: none"> - un état récapitulatif global des dépenses éligibles à justifier, certifié sincère par le représentant légal du Bénéficiaire ou son délégataire - un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - un certificat de contrôle établi et signé par un comptable public, un commissaire aux comptes ou un expert-comptable indépendant ou à défaut de certificat de contrôle, les copies des factures d'un montant supérieur ou égal à 500€ TTC ou toute autre pièce de valeur probante permettant de justifier les dépenses réalisées pour l'opération - le rapport final mentionné à l'article 3
4	intermédiaire PI aide liée à la mise en œuvre	-	27 504,00 €	<ul style="list-style-type: none"> - un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - le rapport d'avancement mentionné à l'article 3

N°	Echéance	% du montant de l'aide	Montant maximum du versement	Justificatif(s) à fournir
5	solde Solde aide liée à l'accompagnement de projet	-	20 574,45 €	<ul style="list-style-type: none"> - un état récapitulatif global des dépenses éligibles à justifier, certifié sincère par le représentant légal du Bénéficiaire ou son délégataire - un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - un certificat de contrôle établi et signé par un comptable public, un commissaire aux comptes ou un expert-comptable indépendant ou à défaut de certificat de contrôle, les copies des factures d'un montant supérieur ou égal à 500€ TTC ou toute autre pièce de valeur probante permettant de justifier les dépenses réalisées pour l'opération - le rapport final mentionné à l'article 3
6	solde Solde aide liée à la mise en œuvre	-	27 504,00 €	<ul style="list-style-type: none"> - un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - le rapport final mentionné à l'article 3

L'Aide totale sera réajustée si le montant des dépenses éligibles réelles est inférieur au montant des dépenses éligibles prévisionnelles à justifier.

Cet ajustement se fera en appliquant aux dépenses éligibles réelles et justifiées, le(s) taux d'aide indiqué(s) à l'article 5.

Les versements seront effectués conformément aux conditions prévues à l'article 12-2 des Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom du Bénéficiaire.

ARTICLE 8 – REGLES GENERALES D'ATTRIBUTION DES AIDES DE L'ADEME

Les Règles générales, visées ci-dessus, s'appliquent à la présente Décision de financement. Le Bénéficiaire est réputé en avoir pris connaissance et y avoir adhéré.

ARTICLE 9 – PUBLICATION DES DONNÉES ESSENTIELLES

L'ADEME est tenue d'une obligation de publier les données considérées comme essentielles dans le cadre de la présente Décision de financement et conformément à l'arrêté du 17 novembre 2017 relatif aux conditions de mise à disposition des données essentielles des conventions de subvention.

ARTICLE 10 – ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à garantir l'ADEME dans la réutilisation des documents et toute autre information et supports soumis aux droits d'auteur, qu'il a fait son affaire personnelle auprès du ou des auteurs titulaires des droits de propriété intellectuelle et/ou des droits à l'image sur leur propre création, des autorisations de réutilisation requises.

Conformément à l'article 2 des Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME, le Bénéficiaire s'engage à associer l'ADEME lors de la mise au point d'actions de communication et d'information du public (inauguration de l'installation, ...) et à mentionner dans tous les supports de communication l'ADEME comme partenaire en apposant sur chaque support de communication produit le logo de l'ADEME ou la mention : Opération réalisée avec le soutien financier de l'ADEME. Il fournira à l'ADEME les versions finalisées des supports avant leur réalisation, afin d'obtenir l'accord de l'ADEME au préalable.

Pour les investissements, le Bénéficiaire s'engage à poser un panneau sur le site de réalisation de l'Opération, portant le logo de l'ADEME et mentionnant son soutien financier.

ARTICLE 11 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de la Décision de financement sont les suivantes :

- les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME susvisées
- la présente Décision de financement
- le détail de la répartition prévisionnelle des dépenses
- 1 annexe suivante :
 - o 23NOD0469 - AT.pdf


A Angers,

Pour “ l'ADEME ”

Signé électroniquement par : Fabrice
LEGENTIL
Date de signature : 08/07/2024
Qualité : Directeur Régional
Normandie

Pour le représentant de l'Etat, en tant que délégué territorial de l'ADEME

Philippe LERAITRE

Signé par Philippe LERAITRE
✓ Signed and certified by **you sign** 

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PRÉFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

ANNEXE

Détail de la répartition prévisionnelle des dépenses

Les notions de coût total et de dépenses éligibles sont définies à l'article 11.1 des Règles générales. Elles sont présentées hors TVA récupérable auprès du Trésor Public. Les règles de modification de la répartition des dépenses éligibles sont définies à l'article 11.6 des Règles générales.

Pour les investissements liés à la tarification incitative :

Détails des coûts exprimés en HTR (Hors taxes récupérables auprès du Trésor public)	Coût total prévisionnel	Dépenses éligibles à justifier
Équipements / Investissements	329 266,00 €	30 395,00 €
Équipements process	318 266,00 €	19 395,00 €
Logiciels et brevets	11 000,00 €	11 000,00 €
TOTAL	329 266,00 €	30 395,00 €

Pour l'accompagnement de projet :

Détails des coûts exprimés en HTR (Hors taxes récupérables auprès du Trésor public)	Coût total prévisionnel	Dépenses éligibles à justifier
Autres dépenses de fonctionnement	131 887,50 €	51 436,12 €
Prestations extérieures - Autres dépenses de sous traitance (études / honoraires, etc.)	131 887,50 €	51 436,12 €
TOTAL	131 887,50 €	51 436,12 €

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE
le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025